

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/448  
10 mars 2003

(03-1362)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

## LIENS POSSIBLES ENTRE, D'UNE PART, LES PRINCIPES ET LES MESURES DE FACILITATION DES ÉCHANGES ET LES AVANTAGES POTENTIELS POUVANT EN RÉSULTER ET, D'AUTRE PART, L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉS AU COMMERCE

### Contribution du Canada

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 mars 2003.

Le Canada est satisfait des discussions menées jusqu'ici au Conseil du commerce des marchandises sur la manière d'examiner et, selon qu'il sera approprié, de clarifier et d'améliorer les articles V, VIII et X du GATT. Selon lui, ces discussions ont contribué à faire mieux comprendre aux Membres les moyens possibles d'assurer l'accélération accrue du mouvement, de la mainlevée et du dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit, comme l'ont reconnu les Ministres à Doha.<sup>1</sup>

S'appuyant sur les propositions présentées par les Membres à ce jour, dont le Secrétariat a établi une compilation très utile<sup>2</sup>, ainsi que sur la communication présentée ultérieurement par l'Australie<sup>3</sup>, la présente note vise à donner un aperçu de la manière dont on pourrait appliquer les principes généraux de la facilitation des échanges en élaborant des engagements appropriés dans le cadre de l'OMC.

- La première colonne indique **les principes généraux de la facilitation des échanges** classés en grandes catégories (dont il est souvent fait état dans les réunions et/ou discussions au niveau international ou dans les documents sur la facilitation des échanges).
- La deuxième colonne présente en détail les **mesures qui tiennent compte de ces principes et qui pourraient être encouragées par l'adoption, dans le cadre de l'OMC, d'un ensemble approprié d'engagements concernant la facilitation des échanges**; toutefois, l'exposé de ces mesures ne saurait en aucune façon préjuger du résultat des négociations qui pourraient être engagées.
- La troisième colonne énumère certains des **avantages qui pourraient être retirés de la mise en œuvre des principes et mesures correspondants concernant la facilitation des**

---

<sup>1</sup> Paragraphe 27 de la Déclaration ministérielle de Doha.

<sup>2</sup> G/C/W/434, 15 novembre 2002.

<sup>3</sup> G/C/W/443, 5 décembre 2002.

**échanges** (avantages dont il est fait état dans diverses réunions et/ou discussions au niveau international);

- La quatrième colonne contient des **exemples concrets de possibilités d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités liés au commerce** qui vont dans le sens de la reconnaissance par les Ministres, dans la Déclaration de Doha, de "la nécessité d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités accrues dans [l]e domaine [de la facilitation des échanges]".

AVANTAGES DÉCOULANT DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES			
Principes de la facilitation des échanges	Mesures à promouvoir par l'adoption d'engagements en matière de facilitation des échanges	Avantages	Possibilités d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités liés au commerce
<p><b><u>Transparence</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des renseignements concernant les lois, les réglementations ainsi que les politiques et procédures administratives.</li> <li>Possibilité d'accéder à ces renseignements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication de toutes les lois, réglementations, procédures et pratiques concernant les formalités à la frontière.</li> <li>Établissement de mécanismes et/ou procédures permettant d'accéder facilement à ces renseignements (par exemple Journal officiel, sites Web).</li> <li>Établissement de mécanismes permettant aux parties prenantes de formuler des observations sur les règles et procédures en vigueur ou envisagées.</li> <li>Mise en place de procédures accessibles pour des réexamens administratifs et judiciaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la confiance dans le système commercial.</li> <li>Probabilité accrue que les négociants respectent leurs obligations.</li> <li>Amélioration de la transparence et de la prévisibilité pour les négociants.</li> <li>Mesures favorisant une concurrence non discriminatoire.</li> <li>Mesures encourageant une coopération plus étroite entre les autorités et les milieux d'affaires pour des questions telles que la lutte contre le commerce illicite.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance technique pour la mise en place de systèmes de diffusion des renseignements.</li> <li>Renforcement des capacités pour la mise en place de mécanismes de consultation et de réexamen administratif et/ou judiciaire.</li> </ul>
<p><b><u>Simplification</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Simplification des règles et procédures applicables à la frontière pour que leurs objectifs légitimes puissent être atteints de manière efficace.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recours à l'évaluation des risques.</li> <li>Décisions anticipées.</li> <li>Coordination des organismes à la frontière/guichet unique.</li> <li>Simplification des procédures pour les négociants agréés et/ou dignes de confiance.</li> <li>Recours aux cautions ou garanties financières pour séparer le paiement du mouvement/de l'importation des marchandises.</li> <li>Simplification des procédures pour accélérer le dédouanement des envois express.</li> <li>Séparation des prescriptions en matière de déclaration concernant l'admissibilité et des prescriptions en matière de déclaration à des fins fiscales et statistiques pour accélérer la mise en libre pratique des marchandises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Simplification de l'administration des procédures applicables à la frontière (tant pour les autorités que pour les milieux d'affaires).</li> <li>Réduction du coût des opérations.</li> <li>Respect accru des réglementations grâce notamment à la moins grande frustration des négociants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme de formation (OMD par exemple) concernant la capacité institutionnelle dans le domaine de la simplification des procédures douanières.</li> <li>Formation à la simplification des procédures et à de nouvelles techniques douanières.</li> </ul>

Principes de la facilitation des échanges	Mesures à promouvoir par l'adoption d'engagements en matière de facilitation des échanges	Avantages	Possibilités d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités liés au commerce
<p><b><u>Non-discrimination</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les règles et procédures relatives au commerce ne devraient pas établir de discrimination entre les marchandises et/ou les modes de transport.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Spécification de mesures concernant les procédures de transit de façon à laisser aux Membres une flexibilité suffisante dans le choix des modes de transport.</li> <li>Spécification de mesures permettant d'assurer l'homogénéité de traitement en ce qui concerne la liberté de transit de certaines marchandises (marchandises "sensibles" ou faisant l'objet d'un contrôle par exemple) de façon que, lorsque des marchandises sont admises en transit, elles ne soient soumises qu'à des prescriptions de garantie exceptionnelles proportionnelles et appliquées de manière uniforme.</li> <li>Négociation et mise en œuvre d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux sur le transport en transit.</li> <li>Simplification/harmonisation ou normalisation des documents nécessaires et des procédures douanières applicables pour les marchandises en transit.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction au minimum et/ou élimination à terme des pratiques discriminatoires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En coopération avec les organismes pertinents, définir un ensemble approprié de mesures d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités adaptées et coordonnées, destinées à aider les pays concernés à mettre en œuvre les mesures proposées.</li> </ul>
<p><b><u>Régularité de la procédure</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Accès à un processus administratif impartial d'appel et possibilité de former un recours conformément à la législation des différents Membres.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Instauration et aménagement de possibilités d'accès aux tribunaux judiciaires, arbitraux ou administratifs indépendants.</li> <li>Facilitation de l'accès aux procédures nécessaires pour réexaminer et rectifier les mesures administratives concernant par exemple des questions douanières.</li> <li>Établissement de disciplines visant à faire en sorte que les procédures connexes soient administrées d'une manière neutre et non discriminatoire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la confiance du public et des milieux d'affaires dans les organismes de réglementation.</li> <li>Mesures contribuant à améliorer l'efficacité des mesures gouvernementales.</li> <li>Mesures assurant une protection contre les décisions arbitraires prises par les autorités à la frontière qui peuvent ne pas être conformes aux lois et réglementations dont elles sont chargées d'assurer le respect ou l'application.</li> <li>Mesures offrant une protection contre les omissions des autorités qui pourraient se traduire par l'obligation pour les négociants de payer des droits, taxes ou impositions additionnels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme de renforcement des capacités visant à améliorer la capacité des principales institutions gouvernementales s'occupant du commerce à concevoir et mettre en place un cadre d'orientation et de réglementation prévoyant des possibilités d'accès aux tribunaux judiciaires, arbitraux ou administratifs indépendants ou des possibilités de faire appel des mesures administratives et de les rectifier.</li> </ul>

<b>Principes de la facilitation des échanges</b>	<b>Mesures à promouvoir par l'adoption d'engagements en matière de facilitation des échanges</b>	<b>Avantages</b>	<b>Possibilités d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités liés au commerce</b>
<p><b><u>Coopération</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la coopération entre les autorités gouvernementales, les entreprises et les milieux d'affaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établissement de mécanismes de consultation/rétro-information entre les pouvoirs publics et le secteur privé, en particulier pour l'élaboration de réglementations et/ou procédures.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesure profitant aux pouvoirs publics en leur permettant de mettre en œuvre les politiques d'une manière plus efficace.</li> <li>• Les secteurs public et privé étant mieux informés des objectifs du gouvernement, le climat est plus propice à une communication ouverte.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes d'assistance technique destinés à faciliter l'établissement de systèmes appropriés pour les mécanismes de consultation et de rétro-information entre les pouvoirs publics et le secteur privé.</li> </ul>
<p><b><u>Cohérence et prévisibilité</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les règles et procédures devraient être appliquées d'une manière cohérente et prévisible.</li> <li>• Ces règles et procédures devraient fournir des lignes directrices claires et précises fondées sur les politiques et les procédures opérationnelles courantes, et elles devraient être appliquées d'une manière non discrétionnaire et uniforme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation des normes internationales existantes lorsqu'il y a lieu et élaboration de séries de données communes pour le dédouanement.</li> <li>• Renforcement de la compatibilité et de la normalisation de la saisie des données pour faciliter une plus grande utilisation des technologies de l'information et de la communication.</li> <li>• Établissement d'un système de décisions anticipées pour les décisions contraignantes afin de faciliter l'accès du secteur privé aux renseignements touchant au commerce.</li> <li>• Mesure visant à faire en sorte que les parties prenantes qui forment un recours en ce qui concerne la mise en œuvre de règles et procédures aient accès aux mécanismes d'appel appropriés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilités pour les négociants et les pouvoirs publics de concevoir et mettre en place des systèmes internes ainsi que des procédures et mécanismes administratifs leur permettant de satisfaire à leurs obligations juridiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes d'assistance technique destinés à informer les fonctionnaires chargés des questions commerciales et douanières sur les mécanismes d'appel, l'utilisation des technologies de l'information et le recours au commerce électronique, la sécurité des technologies de l'information et les audits des systèmes informatiques, ainsi qu'à assurer leur formation en la matière, et à attirer l'attention des responsables gouvernementaux sur l'incidence des technologies de l'information et de la communication sur l'exécution de programmes et la fourniture de services par leur pays.</li> </ul>

Principes de la facilitation des échanges	Mesures à promouvoir par l'adoption d'engagements en matière de facilitation des échanges	Avantages	Possibilités d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités liés au commerce
<p><b><u>Communication et consultation</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité pour les parties prenantes de formuler des observations lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et du réexamen de règles et procédures relatives au commerce.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Notification préalable des modifications réglementaires envisagées dans un plan annuel de réglementation.</li> <li>• Établissement de processus de consultations publiques pour donner aux parties intéressées la possibilité de faire part de leurs vues en temps utile.</li> <li>• Publication préalable au Journal officiel pour permettre au public de déterminer si les propositions tiennent compte des consultations organisées antérieurement.</li> <li>• Prescription concernant la mise en place d'un mécanisme régulier de consultation avec les organismes représentatifs du secteur privé, notamment des importateurs, des exportateurs, des transporteurs, des chambres de commerce, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relation ouverte, éclairée et concertée entre les pouvoirs publics et le secteur privé.</li> <li>• Le public étant mieux informé, il est plus favorable aux objectifs du gouvernement.</li> <li>• Les organismes de réglementation sont mieux informés et donc mieux préparés à élaborer des lois pertinentes, applicables et posant moins de problèmes.</li> <li>• Établissement d'un dialogue, tôt dans le processus, entre les parties intéressées, les pouvoirs publics et le secteur privé sur les nouvelles lois, réglementations et procédures envisagées concernant les formalités à la frontière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance technique pour la mise en place de mécanismes réguliers de consultation avec les organismes du secteur privé et l'utilisation effective de ces mécanismes.</li> <li>• Formation à l'élaboration d'un plan annuel de réglementation et à la manière de l'utiliser efficacement.</li> </ul>
<p><b><u>Protection et conformité</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les règles et procédures devraient prévoir un équilibre approprié entre la facilitation, l'application de la loi, et la protection de la santé, et de la sécurité contre les pratiques illicites.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitation d'un dédouanement efficace des marchandises à faible risque qui ne seront soumises à aucun examen physique ou feront l'objet d'un examen minimal, grâce à une évaluation des risques et à des contrôles après leur entrée sur le territoire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les contrôles postérieurs à l'entrée constituent le moyen le moins onéreux d'évaluer le respect des obligations fiscales.</li> <li>• Le fait de moins se polariser sur les erreurs sans importance ou mineures qui n'affectent pas les recettes fiscales permet d'accorder l'attention qui convient aux domaines présentant de plus grands risques (autrement dit d'axer les activités à la frontière sur la sécurité, la sûreté et la contrebande).</li> <li>• Recentrage de l'application de la loi à l'intérieur des frontières avec les effets ci-après: <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction des coûts afférents aux examens pour les entreprises et les pouvoirs publics;</li> <li>- réduction des délais à la frontière; et</li> <li>- possibilité pour les services douaniers de privilégier les priorités les plus urgentes à la frontière.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance technique et formation qui permettront: <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'aider à identifier les obstacles au commerce dus aux procédures;</li> <li>- de faciliter l'élaboration de principes de bonnes pratiques en matière de réglementation devant être appliqués pour le bon mouvement des courants d'échanges; et</li> <li>- d'établir un équilibre approprié entre la facilitation, l'application de la loi, la santé, la sécurité et la lutte contre les pratiques illicites.</li> </ul> </li> </ul>

<b>Principes de la facilitation des échanges</b>	<b>Mesures à promouvoir par l'adoption d'engagements en matière de facilitation des échanges</b>	<b>Avantages</b>	<b>Possibilités d'assistance technique et/ou de renforcement des capacités liés au commerce</b>
<p><b><u>Normalisation</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre, dans la mesure du possible, de procédures et obligations fondées sur les règles et les instruments relatifs au commerce international.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation des normes internationales existantes lorsqu'il y a lieu et élaboration de séries de données communes pour le dédouanement.</li> <li>Renforcement de la compatibilité et de la normalisation de la saisie des données pour faciliter une plus grande utilisation des technologies de l'information et de la communication.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la transparence et de la prévisibilité pour les négociants et établissement d'une base commune pour les mesures appliquées par différents Membres de l'OMC.</li> <li>Réduction des coûts supportés par les négociants pour l'établissement des données et documents commerciaux.</li> <li>L'utilisation, lorsque cela est possible, de déclarations électroniques normalisées au niveau international supprime la nécessité pour les négociants de s'adapter au système de déclaration de chaque pays et d'investir dans différents formats de logiciels pour chacun d'eux.</li> <li>Renforcement des capacités d'application de la loi par la fourniture d'un instrument permettant aux administrations des douanes de partager les renseignements relatifs à l'application de la loi concernant les expéditions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation à l'application des technologies de l'information appropriées et aux avantages que présentent ces technologies, à l'établissement de séries de données communes, aux interfaces entre les systèmes informatisés, au commerce électronique, etc.</li> </ul>